

Veille & territoires

#325 - 26 janvier 2023

Un dernier regard sur 2022



Retour sur les **35 articles** les plus consultés dans Veille territoires en 2022, toutes thématiques confondues.

L'occasion de vous remercier pour votre fidélité au fil des numéros.

► [Rétrospective 2022](#) ► [Télécharger le pdf](#)

Alimentation

► [Les systèmes alimentaires et agricoles territorialisés](#)

Des leviers vers la transition ?

Économie rurale, 2022/4, n° 382. 150 p.

Parmi les articles :

► [Nathalie Corade et al., « Les systèmes alimentaires et agricoles territorialisés. Des leviers vers la transition ? », pp. 9-15](#)

► [Mayté Banzo, Nathalie Corade et Marie Lemarié-Boutry, « Que se cache-t-il derrière le T des PAT \(Projets Alimentaires Territoriaux\) ? Une analyse à partir de trois projets néo-aquitains », pp. 95-110](#)

► [Catherine Darrot et al., « Chronologie de la transition vers l'alimentation locale dans quatre villes de l'Ouest : quels enseignements ? », pp. 111-131](#)

► [Adèle Darrot et al., « La résilience alimentaire en milieu insulaire. Entre autonomie alimentaire et libre échange », pp. 133-145](#)

Cités de l'emploi



► **Cités de l'emploi. Vademecum à destination des opérateurs locaux**

ANCT, janvier 2023. 44 p.

Depuis mars 2020, la démarche innovante des cités de l'emploi essaime sur l'ensemble du territoire. Une démarche co-pilotée par les préfetures et les collectivités, qui réussit à mettre en coordination les multiples acteurs de la politique de la ville, pour élaborer des solutions d'accompagnement vers l'emploi au bénéfice des résidents des Quartiers prioritaires de la Ville (QPV) les plus défavorisés.

Les cités de l'emploi permettent de raccrocher les bénéficiaires à des dispositifs de droit commun dont ils ignoraient bien souvent l'existence. Une démarche efficace pour faire reculer le non-recours et favoriser l'égalité des chances. Les cités de l'emploi identifient également des besoins non couverts par les structures existantes, mettant au point des ingénieries spécifiques pour y répondre. Ce vademecum se veut un outil pédagogique à destination des acteurs impliqués dans la démarche, pour la présenter bien sûr, mais aussi

et surtout pour l'illustrer, en capitalisant sur la richesse des actions conduites par les acteurs de terrain et sur le travail de facilitation conduit par l'ANCT.

Cohésion des territoires

[► En 15 ans, les disparités entre quartiers, mesurées selon le revenu, se sont accentuées dans la plupart des grandes villes](#)

Insee, Mathilde Gerardin et Julien Pramil

***Insee Analyses*, n° 79, janvier 2023. 4 p.**

Mesuré selon les revenus, le degré de ségrégation spatiale au sein d'une ville n'est lié ni à la taille, ni à la densité de sa population. Les grandes villes avec les degrés de ségrégation les plus élevés, où les personnes avec des revenus proches habitent les mêmes quartiers, partagent toutefois des caractéristiques communes : d'une part, les écarts de revenus entre les plus modestes et les plus aisés y sont les plus marqués et, d'autre part, les ménages modestes y perçoivent des revenus particulièrement faibles. Quel que soit le niveau de ségrégation des villes, les populations les plus modestes et les plus aisées vivent dans des quartiers moins mixtes que celles aux revenus intermédiaires. Entre 2004 et 2019, les disparités spatiales selon le revenu se sont accentuées dans la plupart des grandes villes : tous les groupes de revenus vivent dans des quartiers de moins en moins mixtes, à l'exception notable des populations les plus modestes.

Collectivités territoriales

[► Des communautés de communes rurales aux métropoles urbaines : la grande diversité des EPCI à fiscalité propre en France](#)

Etudes nationale et régionales. Insee, janvier 2023

- **Étude nationale**

[► Des communautés de communes rurales aux métropoles urbaines : la grande diversité des EPCI à fiscalité propre en France](#) - Chantal Brutel - *Insee Focus*, n° 286, janvier 2023

- **Études régionales**

[► Auvergne-Rhône-Alpes : "Des coûts énergétiques potentiellement plus élevés dans les EPCI ruraux"](#) - *Insee Flash Auvergne-Rhône-Alpes*, n° 114

[► Bretagne : " Une population bretonne plus jeune et plus diplômée dans les métropoles, plus de familles avec enfants dans les communautés de communes"](#) - *Insee Flash Bretagne*, n° 91

[► Centre-Val de Loire : "Quatre communes du Centre-Val de Loire sur cinq appartiennent à une communauté de communes"](#) - *Insee Flash Centre-Val de Loire*, n° 66

[► Grand Est : "Dans le Grand Est, une majorité de communautés de communes rurales avec près de neuf logements sur dix sous-occupés"](#) - *Insee Analyses Grand Est*, n° 155

[► Hauts-de-France : "Des dynamiques socio-économiques contrastées pour les EPCI urbains comme pour les EPCI ruraux"](#) - *Insee Analyses Hauts-de-France*, n° 148

[► Île-de-France : " Les intercommunalités d'Île-de-France : des territoires dont le profil dépend beaucoup de leur éloignement de Paris"](#) - *Insee Flash Île-de-France*, n° 76

[► Normandie : "La Métropole Rouen Normandie au dixième rang des établissements publics de coopération intercommunale les plus peuplés de France"](#) - *Insee Flash Normandie*, n° 127

[► Nouvelle-Aquitaine : "Un Néo-Aquitain sur deux habite dans une intercommunalité à dominante rurale"](#) - *Insee Flash Nouvelle Aquitaine*, n° 96

[► Occitanie : "Intercommunalités en Occitanie : une croissance démographique sous l'influence des deux métropoles les plus dynamiques de France"](#) - *Insee Analyses Occitanie*, n° 125

[► Provence-Alpes-Côte d'Azur : "Les intercommunalités en Provence-Alpes-Côte d'Azur : plus d'une personne sur deux vit dans l'une des trois métropoles de la région"](#) - *Insee Flash Provence-Alpes-Côte d'Azur*, n° 87

Démographie - Population

[► Bilan démographique 2022. L'espérance de vie stagne en 2022 et reste inférieure à celle de 2019](#)

Insee, Sylvain Papon

***Insee Première*, n° 1935, janvier 2023. 4 p.**

Au 1er janvier 2023, la France compte 68,0 millions d'habitants. Au cours de l'année 2022, la population a augmenté de 0,3 %. En 2022, 723 000 bébés sont nés en France, soit 19 000 de moins qu'en 2021. L'indicateur conjoncturel de fécondité est de 1,80 enfant par femme en 2022, après 1,84 en 2021. En 2022, 667 000 personnes sont décédées en France, soit 5 000 de plus qu'en 2021, et seulement 2 000 de moins qu'en 2020, année marquée par le début de l'épidémie de Covid 19. Ce nombre élevé de décès est dû au vieillissement de la population, mais aussi à la poursuite de la pandémie et aux canicules. L'espérance de vie à la naissance est de 85,2 ans pour les femmes et de 79,3 ans pour les hommes, des niveaux proches de ceux de 2021 et toujours inférieurs de 0,4 an à ceux de 2019.

► Des projections de la population française qui parlent surtout des tendances démographiques actuelles

Jean-Benoît Bouron

Géocofluences, Carte à la une, janvier 2023

Les projections démographiques produites par l'Insee connaissent une large diffusion médiatique. Mais les précautions nécessaires à toute manipulation de scénarios prospectifs sont souvent oubliées par les sources secondaires. La carte montrant, par département, la date du maximum de population prévu, renseigne plus sur le peuplement actuel du pays que sur sa démographie future.

Développement durable

► Leviers de prise en compte de la biodiversité dans le développement des énergies renouvelables

Etude réalisée dans le cadre du programme européen LIFE « Biodiversité intégrée dans les territoires et les politiques »

Alice Lucken, Gaia Bellavista et Pauline Rault

Office français de la biodiversité (OFB), PWC, Institut de la transition environnementale (Université Sorbonne), janvier 2023. 90 p.

Cette étude vise à capitaliser et à valoriser des initiatives issues du terrain et permettant à la chaîne d'acteurs concernée par les énergies renouvelables (institutionnels, industriels, financiers, associations non gouvernementales, collectivités, citoyens, etc.) de s'en saisir. Elle apporte des pistes de réflexion en matière de modalités concrètes de conciliation des deux politiques sectorielles que sont la transition énergétique d'une part, et la préservation de la biodiversité d'autre part, en effectuant un parangonnage à l'international des leviers d'intégration de la biodiversité dans les énergies renouvelables. Après un premier état des lieux de la connaissance scientifique ou de la littérature grise sur le sujet, elle présente des exemples concrets de leviers et des pistes de réflexion en cas d'un éventuel déploiement en France.

► Synthèse de l'étude

► Cahier n° 2 : Leviers technico-régaliens (80 p.)

► Cahier n° 3 : Leviers économiques (68 p.)

► Cahier n° 4 : Leviers socio-cognitifs (56 p.)

Développement économique

► Les intercommunalités, animatrices du développement économique local

Intercommunalités, n° 278, janvier 2023. pp. 8-17

Les intercommunalités passent progressivement d'un rôle d'aménageur à un rôle d'animateur de leur tissu économique en lien étroit avec les différentes parties prenantes du développement économique local.

► La réussite entrepreneuriale pour les habitants des quartiers ? L'accès à l'accompagnement à la création d'activité entre lutte et production d'inégalités socio-spatiales dans la politique de la ville à Nantes Métropole

Lorena Clément

L'Information géographique, 2022/4 (Vol. 86), pp. 49-68

À l'heure de la Start-up Nation où l'entrepreneuriat permettrait à chacun de réussir sa vie

tant qu'il en a la volonté, l'article étudie en quoi le déploiement de l'aide à la création d'entreprise en quartier prioritaire réduirait les inégalités socio-spatiales qui touchent ses habitants. Plus précisément, il analyse la mise en œuvre spatiale du dispositif « Osez Entreprendre » qui sensibilise, accompagne et finance des entrepreneurs implantés dans les quartiers prioritaires de Nantes Métropole.

Dynamiques territoriales

► [La ruée vers l'Ouest](#)

Le Monde, 19 janvier 2023. Replay 2h

Littoral, périurbain, ouest géographique ou fantasmé : l'attractivité résidentielle, dopée par les mouvements des retraités, les choix des cadres supérieurs et désormais par le télétravail, bouleverse les équilibres territoriaux. En outre, ces mouvements remettent en question l'efficacité des politiques visant à limiter les nuisances de la voiture individuelle. Alors que certaines communes périurbaines ou du littoral connaissent une croissance démographique impressionnante, l'Etat semble aux abonnés absents, et continue de renforcer le poids économique du Grand Paris.

Pour débattre de ces enjeux, « *Le Monde* » organisait, en partenariat avec le Forum Vies mobiles, une conférence intitulée « La ruée vers l'ouest », avec **Laurent Assouly**, ethnologue et philosophe, **Jérôme Baloge**, maire de Niort, **Claire Desmares-Poirrier**, élue à la région Bretagne, **Frédérique Macarez**, maire de Saint-Quentin, **Anthony Passeron**, écrivain, **Anne-Sophie Leclère**, déléguée générale de l'Association nationale des élus du littoral, **Nicolas Le Goff**, auteur du guide touristique La Bretagne autrement et **Sylvie Landrière**, directrice du Forum Vies mobiles.

► [Le replay de la conférence](#)

Emploi

► [Les métiers en 2030 : quelles perspectives de recrutement en région ?](#)

Cécile Jolly et Jean Flamand (France Stratégie) ; Camille Cousin et Alexis Eidelman (Dares)

France Stratégie, janvier 2023. 196 p.

En mars 2022, France Stratégie et la Dares dressaient un panorama des dynamiques et des difficultés de recrutement dans les décennies à venir en France. Dans ce nouveau rapport, France Stratégie et la Dares proposent une déclinaison régionale des métiers qui vont recruter d'ici à 2030. Résultats : les régions situées au Nord et à l'Est devraient connaître moins de difficultés de recrutement, et d'autres régions, allant de la façade atlantique jusqu'au bassin méditerranéen, dont le déficit potentiel de main-d'œuvre serait à l'inverse accentué du fait de leurs spécificités économiques et démographiques.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#) ► [Toutes les fiches régionales \(Zip, 11,53 Mo\)](#)

Grand Paris

► [L'organisation territoriale de la Métropole du Grand Paris](#)

Cour des comptes

Rapport public du 25 janvier 2023. 121 p.

La Métropole du Grand Paris (MGP) regroupe 130 communes et la Ville de Paris, soit une population totale de plus de sept millions d'habitants. Le rapport publié ce jour par la Cour des comptes rappelle d'abord que la création de la MGP est le fruit d'une réforme ambitieuse engagée initialement pour remédier aux graves déséquilibres du territoire métropolitain. Cependant, après six ans d'existence, la métropole peine à s'affirmer dans l'exercice de ses missions les plus stratégiques. Depuis l'origine, sa capacité d'action est entravée par la complexité de son organisation institutionnelle et financière. Ce rapport s'efforce de tracer des perspectives de réforme visant à doter le Grand Paris d'institutions aptes à mener des politiques publiques à la hauteur des enjeux métropolitains.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

Habitat - Logement

► [Dans les métropoles françaises, un parc locatif capté par des «](#)

[particuliers professionnalisés »](#)

Nordine Kireche

***Métropolitiques*, janvier 2023**

Alors que les analyses sur les formes de financiarisation du logement en France se multiplient, Nordine Kireche rappelle que le parc locatif privé, y compris dans les métropoles, appartient en majorité à des particuliers, dont les investissements ont été favorisés ces dernières années.

Jeunesse

[► Nos jeunes aujourd'hui. Dossier](#)

***Administration*, n° 276, janvier 23023. pp. 16-113**

La revue *Administration* consacre, dans son dernier numéro, un dossier dédié au sujet de la jeunesse. Dans un premier temps, focus sur les politiques publiques en faveur de l'éducation populaire et de la jeunesse, les structures et instances (Le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ), l'Injep, les Epides, l'Institut de l'Engagement ...), les divers dispositifs (Fonjep, service civique, ...). Deuxième partie du dossier : "Une jeunesse qui se cherche" : jeunes et laïcité, une génération d'éco-anxieux ?, jeunesse et communautarismes, jeunesse.s engagée.s ?, ...

Littoral

[► Territoires littoraux et transition écologique. Quels dispositifs en vue d'un développement durable ?](#)

Gwénaél Doré

***Population & Avenir*, 2023/1, n° 761. pp. 14-16**

La transition écologique signifie des logiques de développement durable, satisfaisant donc à la fois des objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Elle interroge tous les territoires, et, concernant les territoires littoraux, des dispositifs ont été déployés à compter des années 1970. Quels sont-ils ? Peut-on en dresser un bilan ?

Mobilité

[► Engagements climatiques et mobilités : à la recherche du bien commun](#)

TDIE, Note de travail du Conseil scientifique de TDIE, janvier 2023. 52 p.

En matière de transport, les efforts de décarbonation appellent de gigantesques investissements : qui en supportera les coûts ? Les investissements se feront-ils au détriment de la consommation des ménages ? Nos outils de politique des transports sont-ils adaptés à l'objectif politique de la neutralité carbone à l'horizon 2050 ? Dans cette note, le think tank TDIE aborde les défis des années à venir avec un autre regard, et propose une autre façon de penser la mobilité comme un bien commun.

Outre-Mer

[► La prospective au service des Outre-mer](#)

Synthèse des travaux existants et perspectives d'avenir

François Bourse et Maris Ségur (Futuribles), Bertrand Savoye (AFD)

Agence française de développement (AFD), janvier 2023. 25 p. Série grise

Cette synthèse rend compte de 38 documents d'analyse prospective conduits dans les territoires ultramarins et publiés entre 2008 et 2015. Ces documents visent pour la quasi-totalité d'entre eux à préparer des politiques publiques dédiées à ces territoires. La grande majorité de ces documents sont consacrés à des problématiques liées à la situation ou à l'activité économique, ainsi qu'aux questions environnementales. Les questions relatives aux changements sociétaux, aux relations avec la métropole et aux espaces sous-régionaux sont en revanche peu couvertes. La synthèse met en évidence les messages clé de ces travaux, et elle se focalise sur quelques travaux jugés exemplaires. Elle propose par ailleurs différentes perspectives d'amélioration pour la prospective, la recherche et l'action stratégique dans les Outre-mer.

Politique de la ville

► [Observatoire national de la politique de la ville - Fiches thématiques](#)

ANCT, ONPV, in : Rapport ONPV 2021 (à paraître), janvier 2023. 110 p.

L'ONPV publie de courtes analyses sous forme de 39 fiches synthétiques qui complètent la connaissance des QPV. Elles sont sur les thèmes usuels de la politique de la ville (scolarisation, pauvreté, délinquance, renouvellement urbain, emploi et chômage). De nouveaux thèmes sont traités : une fiche sur l'engagement citoyen des jeunes et trois sur le logement. Une analyse financière du programme 147 et une fiche sur la fiscalité locale des communes en politique de la ville complètent les 39 fiches.

► [Géographie prioritaire : faut-il en finir avec la politique de la ville ?](#)

Renaud Epstein (Invité)

France Culture, émission "*Sous les radars*", 14 janvier 2023. 29 mn

Alors que les nouveaux contrats de ville sont en discussion en ce début d'année, quelles perspectives pour les politiques à destination des quartiers populaires ? Echanges avec Renaud Epstein, maître de conférences en sciences politiques à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye.

► [Penser le 9-3 \(série de podcasts\)](#)

Antoine Tricot ; Renaud Epstein, Marie-Hélène Bacqué, Flaminia Paddeu et al. (Invités)

Profession Banlieue et Making Waves. Janvier 2023. 35 mn par épisode

"Penser le 9-3" est une série de podcasts à la découverte de la Seine-Saint-Denis en compagnie de chercheurs et de chercheuses, afin de mieux comprendre le département dans sa diversité mais aussi dans ses contradictions. Cette première série de 4 épisodes parle d'engagement.

► [Épisode 1 : Politique et recherche : une affaire d'habitant-es ? Avec Marie-Hélène Bacqué \(sociologue et urbaniste\) à Aubervilliers, quartiers Émile Dubois et Maladrerie](#)

► [Épisode 2 : Peut-on rénover les quartiers populaires sans leurs habitant-es ? Avec Renaud Epstein \(sociologue et politiste\) et Maguy Ly \(militante associative\) à Aubervilliers, quartier Villette](#)

► [Épisode 3 : Les habitant-es du 93 ont-ils le droit de jardiner ? Avec Flaminia Paddeu \(géographe\) et Samuel Lehoux \(membre de l'association l'Autre Champ et habitant\) à Villetaneuse](#)

► [Épisode 4 : Les animateurs jeunesse sont-ils les chevilles ouvrières des quartiers populaires ? Avec Christine Bellavoine \(sociologue\) et Mamadou Soumaré \(responsable de structure jeunesse\) à Saint-Denis](#)

Rural

► [Les territoires ruraux face à quatre transitions](#)

Laurent Rieutort

***Population & Avenir*, 2023/1, n° 761. pp. 4-7**

Contrairement à nombre d'idées reçues, les territoires ruraux français disposent d'incontestables potentiels Outre la nécessaire prise en compte des contributions de ces espaces peu denses, quelles sont, dans le contexte actuel marqué par de multiples transitions sociales et écologiques, leurs ressources stratégiques ? Comment s'organisent-elles ? Où sont-elles localisées et comment les mobiliser en faisant évoluer les modèles de développement local ?

Télétravail

► [A distance. La révolution du télétravail](#)

Institut Paris Région

***Les Cahiers de l'Institut Paris région*, n° 181, janvier 2023**

La pandémie a imposé le télétravail partout dans le monde, et plus encore dans les métropoles. Les réticences ont cédé, travailler à distance est devenu une réalité incontournable, souvent recherchée, parfois redoutée ou combattue. Le télétravail s'est imposé à nous. Aujourd'hui, il éveille nos imaginaires, en positif comme en négatif. Mais que se passe-t-il exactement ? Quelle est la réalité du télétravail trois ans après le début de la pandémie ? Pour la première fois, géographes, sociologues, anthropologues, élus,

citoyens, entrepreneurs... se penchent sur les conséquences de cette nouvelle donne et les trajectoires qu'elle dessine. Le bureau va-t-il disparaître ? Les citoyens vont-ils fuir les métropoles ? La seule certitude est que le télétravail est en passe de modifier les équilibres sociaux et territoriaux sur lesquels nous vivons depuis des décennies, et qu'il impose une nouvelle vision du monde à venir.

► [Le sommaire](#)

Territoires

► [En Nouvelle-Aquitaine, les dépenses en énergie varient de 1 984€ à 3 286€ par an selon le lieu de résidence](#)

Olivier Bouba-Olga, Région Nouvelle-Aquitaine en collaboration avec l'AREC

***The Conversation*, 24 janvier 2023**

Nos dépenses en énergie, carburant et logement, varient selon le lieu où nous habitons : une étude récente menée en Nouvelle-Aquitaine montre de très fortes disparités.

► [L'étude](#)

Transitions

► [Quelles politiques pour favoriser l'évolution de la société vers la sobriété ?](#)

Cese, Albert Ritzenthaler. Janvier 2023. 106 p.

L'urgence climatique et la perte de biodiversité imposent une transition rapide et forte qui interroge nos sociétés et modes de vies dans toutes leurs composantes pour aller vers plus de sobriété. Cette transition est un vecteur indispensable pour demeurer en dessous des 2 °C d'augmentation globale de la température et inverser la courbe d'érosion de la biodiversité. Appuyé sur un dispositif de participation citoyenne (consultation en ligne et atelier), cet avis propose une réflexion sur les conditions de la sobriété et de sa prise en compte dans des politiques publiques fortes, justes et démocratiquement délibérées à tous les niveaux de décisions économiques, sociales, et environnementales. Le CESE formule 19 préconisations qui insistent sur le fait qu'il n'y a pas d'oppositions insurmontables, mais des solutions concrètes et adaptables.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

► [Villes en transition ? Les fondements permaculturels de l'urbanisme du futur](#)

Charles Ambrosino

PUG, Le virus de la recherche - Transition environnementale, janvier 2023. 10 p.

Si la transition est désormais le mot d'ordre de la plupart des actions, politiques et stratégies urbaines et territoriales contemporaines, les origines du mouvement des « villes en transition » demeurent encore méconnues. Plus qu'un énième organe de sensibilisation aux effets du dérèglement climatique, ce mouvement social ambitionne, sous des formes et à des échelles variées, de « mettre en place des solutions fondées sur une vision positive de l'avenir ». Démarche proactive d'autant plus inédite qu'elle tire ses racines d'une vision alternative non pas tant du développement urbain que de l'agriculture. C'est en effet dans la « permaculture » – néologisme issue de la contraction d'« agriculture permanente » – que les tenants du mouvement puisent les fondements éthiques (l'attention aux milieux et à l'environnement) et les méthodes (ménager plutôt qu'aménager les sols) à l'œuvre dans les projets d'urbanisme menés au nom des villes en transition.

Urbain

► [La ville européenne dans la transition climatique](#)

Paul Magnette

Le Grand Continent, Pièce de doctrine, janvier 2023

Le Pacte vert court le risque de rester un objet de technocrates, incapable de s'enraciner dans la réalité des mondes vécus. À l'âge des catastrophes, aux avant-postes de l'Anthropocène, une échelle peut servir de levier démocratique : la ville.

Cet article est extrait de la nouvelle livraison de la revue GREEN, dirigée par Laurence Tubiana et consacrée à la géopolitique du Pacte vert après la COP27. (article à retrouver

[ici](#)).

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille ANCT

>> **S'abonner à notre bulletin : [accès direct à l'encart d'inscription](#)**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur - TSA 10717 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

VEILLE & TERRITOIRES ISSN 2827-3737



© Janvier 2023 - Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)